

BC-11/14 : Application de la décision V/32 sur l'élargissement du champ d'action du Fonds d'affectation spéciale visant à aider les pays en développement et autres pays ayant besoin d'une assistance technique à mettre en œuvre la Convention de Bâle

La Conférence des Parties,

1. *Prend note* du projet de rapport sur le mécanisme d'intervention d'urgence créé en application de la décision V/32¹;

2. *Décide* de modifier la section intitulée « Procédure » de la première partie du chapitre IV des Directives provisoires pour l'application de la décision V/32 visant à élargir le champ d'action du Fonds d'affectation spéciale² pour la coopération technique pour qu'elle se lise comme suit :

“Procédure:

- i) Les demandes présentées au Secrétariat sont traitées diligemment. Sur la base des présentes Directives provisoires, le Secrétaire exécutif, en consultation avec le Bureau de la Conférence des Parties, peut fournir une assistance à une Partie à la Convention en prélevant des fonds sur le Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique, et ce en recourant à une procédure accélérée.
- ii) Le Secrétaire exécutif prendra également l'avis des contributeurs, en particulier dans les cas où les contributions au Fonds d'affectation spéciale sont assorties de conditions.
- iii) Aussitôt qu'il reçoit une demande d'assistance d'urgence, le Secrétariat consulte des experts par le canal du point focal national, en vue de déterminer l'urgence, l'imminence de la menace ou le type de mesures nécessaires pour faire face à cet incident spécifique.
- iv) Toutes les décisions prises devraient être communiquées au Bureau, aux Groupes de travail et à la Conférence des Parties lors de sa réunion suivante. »

3. *Prie* le Secrétariat de faire état de l'amendement adopté au paragraphe précédent dans le texte des Directives provisoires et de rendre publique la version modifiée des directives;

4. *Considère* néanmoins que d'autres changements seront nécessaires pour fournir aux pays en développement un accès rapide et efficace à l'expertise requise à la suite de situations d'urgence et, à cet effet, demande au Secrétariat de soumettre à la Conférence des Parties, à sa douzième réunion, des propositions visant à renforcer la coopération avec le Bureau pour la coordination des affaires humanitaires, le Programme des Nations Unies pour l'environnement et autres organisations concernées mentionnées dans le rapport et, au besoin, de redéfinir la répartition des tâches avec ces organisations;

5. *Prie* le Secrétariat de réexaminer, conformément au rapport, son rôle dans les activités de renforcement des capacités en matière de prévention des incidents et de renforcement de l'état de préparation des pays face aux situations d'urgence causées par les mouvements transfrontières de déchets dangereux et autres déchets et de leur élimination et, si nécessaire, de présenter à la Conférence des Parties, à sa douzième réunion, des propositions d'amendement à la partie 3 des Directives provisoires;

6. *Prie également* le Secrétariat de poursuivre sa coopération et sa collaboration avec le Groupe mixte sur l'environnement du Programme des Nations Unies pour l'environnement et du Bureau de la coordination des affaires humanitaires et de déterminer s'il est nécessaire de

¹ UNEP/CHW.11/INF/20.

² UNEP/CHW.6/40, décision VI/14, appendice.

modifier la lettre d'accord entre le Secrétariat et le Groupe conjoint de l'environnement à la lumière du rapport;

7. *Invite* les Centres régionaux de la Convention de Bâle à mener des activités de renforcement des capacités en matière de prévention et de préparation aux situations d'urgence avec les partenaires concernés, tels que le Groupe mixte sur l'environnement du Programme des Nations Unies pour l'environnement et du Bureau de la coordination des affaires humanitaires;

8. *Prie* le Secrétariat de faire rapport à la Conférence des Parties à sa douzième réunion sur la mise en œuvre de la présente décision.